

Arrêté n°2025-DCPATE-216
prescrivant à la société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 des dispositions
complémentaires pour l'exploitation du parc éolien dit « de L'Espinassière 1 (6
éoliennes – E1 à E6) » implanté sur la commune de La Garnache

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), notamment ses articles L181-14 et R.181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU la décision ministérielle du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé ;

VU la doctrine régionale des Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » d'avril 2019 ;

VU le permis de construire accordé le 14 janvier 2004 pour six éoliennes à la compagnie du vent, valant autorisation environnementale transférée en avril 2018 à ENGIE GREEN FRANCE ;

VU le bénéfice des droits acquis accordé au titre de la législation sur les installations classées le 12 décembre 2012 pour six éoliennes implantées sur la commune de la Garnache au lieudit « Tènement de l'espinassière » ;

VU le courrier préfectoral du 13 février 2025 actant que la SAS ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 a succédé, depuis le 10 juillet 2018, à la SAS ENGIE GREEN FRANCE pour l'exploitation du parc éolien dit « de L'Espinassière 1 (6 éoliennes – E1 à E6) », implanté sur la commune de La Garnache ;

VU, le rapport daté du 11 octobre 2023 bureau d'études DERVERN, concernant le suivi environnemental mené conjointement sur le parc éolien de la société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 (parc éolien dit « de l'Espinassière 1 ») et sur le parc éolien voisin de la société EGI 7 (parc éolien dit « de l'Espinassière 2 »), sur une année glissante en 2022/2023 ;

VU le rapport du 31 mars 2025 du bureau d'études ENVOL Environnement, concernant le suivi environnemental post-implantation mis en place en 2024, conjointement sur le parc éolien de la

société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 (parc éolien dit « de l'Espinassière 1 ») et sur le parc éolien voisin de la société EGI 7 (parc éolien dit « de l'Espinassière 2 ») ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2025;

VU le courrier adressé le 2 mai 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT que les huit espèces de chiroptères contactées en altitude lors du suivi environnemental post-implantation mené de 2022 à 2024 conjointement sur les parcs dits « de l'Espinassière 1 » et « de l'Espinassière 2 », sont toutes des espèces protégées ;

CONSIDERANT que parmi les espèces de chiroptères contactées en altitude lors de ce suivi environnemental post-implantation, la Barbastelle d'Europe est une espèce d'intérêt communautaire visée à l'annexe II de la Directive « Habitats » ;

CONSIDERANT que parmi les espèces de chiroptères contactées en altitude lors de ce suivi environnemental post-implantation, la Noctule commune, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune sont classées comme étant « Vulnérable » sur les listes rouges (nationale et/ou régionale) ;

CONSIDERANT que aussi parmi les espèces de chiroptères contactées en altitude lors de ce suivi environnemental post-implantation, la Pipistrelle commune et la Noctule de Leisler sont classées comme étant « Quasi-menacées » sur ces listes ;

CONSIDERANT que le rapport daté du 11 octobre 2023 sus-visé concernant le suivi environnemental mis en place en 2022-2023, conjointement sur les parcs dits « de l'Espinassière 1 » et « de l'Espinassière 2 », fait état de niveaux d'enjeux chiroptérologiques sous les nacelles qualifiés de « moyen » de juin à septembre pour toutes les espèces contactées confondues, de « moyen » en juin pour la Pipistrelle commune, de « moyen » en août pour la Pipistrelle commune, la Noctule commune et la Sérotine commune et de « moyen » en septembre pour la Noctule commune ;

CONSIDERANT que ce même rapport daté du 11 octobre 2023 sus-visé relève un impact brut (avant mesure de réduction) par collision et/ou barotraumatisme considéré :

- Moyen en août et en septembre pour la Noctule commune ;
- Moyen en août pour la Pipistrelle de Kuhl et la Noctule de Leisler ;
- Moyen en juin et en août pour la Pipistrelle commune ;
- Faible à moyen en août pour la Sérotine commune.

CONSIDERANT que ce même rapport daté du 11 octobre 2023 sus-visé conclut à la nécessité de reconduire la réalisation d'un suivi environnemental identique à celui réalisé en 2022-2023 ;

CONSIDERANT que le rapport du 31 mars 2025 sus-visé concernant le suivi environnemental mis en place en 2024, conjointement sur les parcs dits « de l'Espinassière 1 » et « de l'Espinassière 2 », fait état de l'enregistrement en altitude de 3415 contacts de chiroptères sur l'éolienne E2 et 3378 contacts de chiroptères sur l'éolienne E5, sur la période suivie ;

CONSIDERANT qu'en nombre de contacts enregistrés en altitude en 2024, la Noctule commune et la Pipistrelle de Nathusius arrivent en troisième position des espèces les plus contactées, respectivement sur l'éolienne E5 et sur l'éolienne E2 ;

CONSIDERANT que dans le même rapport du 31 mars 2025 sus-visé, le bureau d'étude relève en particulier ce qui suit, concernant le risque de collision ou barotraumatisme avec les pales envers les chauves-souris : « Globalement, les caractéristiques intrinsèques de certaines espèces font que,

lorsqu'elles sont présentes, leur risque de collision et de barotraumatisme est significatif en raison notamment de leur taille supérieure ou de leur aisance à circuler en altitude.

C'est pourquoi la Noctule de Leisler et la Noctule commune ainsi que la Pipistrelle de Nathusius, la Pipistrelle de Kuhl et la Pipistrelle commune sont marquées par une sensibilité forte. La Pipistrelle de Nathusius présente un risque de collisions/barotraumatisme modéré en phase de mise-bas, car elle a été moins contactée. Au cours de la période de mise-bas, toutes les espèces présentent un risque de mortalité modéré à fort, excepté la Noctule commune et la Noctule de Leisler qui sont marquées par un risque faible à très faible.

En période de transits automnaux, toutes les espèces présentent un risque de mortalité modéré à fort à l'exception de la Pipistrelle pygmée qui a un risque faible en raison du peu de contacts »

CONSIDERANT que le rapport 31 mars 2025 sus-visé concernant le suivi environnemental mis en place en 2024, conjointement sur les parcs dits « de l'Espinassière 1 » et « de l'Espinassière 2 », fait état d'une mortalité brute constatée de deux cadavres de chiroptères (une Pipistrelle commune et une Pipistrelle de Kuhl) ;

CONSIDERANT que cette mortalité brute est relevée malgré un mauvais pourcentage de prospection des surfaces qui est seulement de l'ordre de 36 % en moyenne sur la période de suivi ;

CONSIDERANT que cette mortalité brute est relevée malgré une faible durée de persistance des cadavres (du fait de la prédation) qui est de 2,86 jours en moyenne sur l'ensemble de la période du suivi, pour un intervalle moyen entre deux relevés de mortalité de 5,24 jours sur toute la période de suivi et de plus de 6 jours sur les périodes estivale (6,27 jours) et automnale (6,45 jours) ;

CONSIDERANT qu'aucun bridage en faveur des chiroptères n'est actuellement appliqué sur les parcs éoliens de la société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 et de la société EGI 7 ;

CONSIDERANT que le rapport du 31 mars 2025 sus-visé concernant le suivi environnemental mis en place en 2024, conjointement sur les parcs dits « de l'Espinassière 1 » et « de l'Espinassière 2 », le bureau d'étude propose le bridage prescrit par le présent arrêté, afin de protéger au maximum les espèces de haut vol dont deux ont été retrouvées mortes par barotraumatisme ;

CONSIDERANT que, selon ce rapport du 31 mars 2025 sus-visé, ce bridage permet de couvrir 92,6 % de l'activité des chiroptères enregistrée en 2024, toutes espèces confondues ;

CONSIDERANT que, selon ce rapport du 31 mars 2025 sus-visé, ce bridage permet de couvrir 94,7 %, 96,8 %, de l'activité enregistrée en 2024, respectivement de la Noctule commune et de la Pipistrelle de Nathusius ;

CONSIDERANT par conséquent qu'au regard notamment des résultats des suivis d'activité en altitude, réalisés en 2022-2023 et 2024, il est nécessaire de mettre en place ce bridage en faveur des chiroptères proposé par le bureau d'études ;

CONSIDERANT en outre qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité de ce bridage par le renouvellement du suivi environnemental post-implantation du parc ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris pour imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Arrête

Article 1 – Domaine d'application

La société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1, dont le siège social se situe Immeuble Le Terra, 250 rue Maryam Mirzakhani - 34 000 MONTPELLIER, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour la poursuite de l'exploitation de son parc éolien sur le territoire de la commune de La Garnache.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Bridage en faveur des chiroptères

L'exploitant met en place, dès l'année 2025, un plan de bridage en faveur des chiroptères consistant en l'arrêt des six éoliennes du parc éolien, selon les périodes et paramètres suivants :

Périodes	Température	Vitesses de Vent	Phase
Du 15 mai au 14 août	Entre 15 °C et 26 °C	≤ 5,6 m/s	De 30 min à 8h après le coucher du soleil
Du 15 août au 31 octobre	Entre 10 et 26°C	≤ 6,8 m/s	Du coucher au lever du soleil

Les justificatifs de mise en place de ce bridage sur les éoliennes sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée au regard des bilans des suivis indiqués à l'article 3 du présent arrêté et plus particulièrement au regard du suivi d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle. Elle doit en outre être portée à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Article 3 – Suivi environnemental post-implantation

Afin de vérifier le faible impact résiduel du parc et l'efficacité du plan de bridage défini à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant met en place, en 2025, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et au protocole ministériel de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur :

— un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, à raison, a minima, d'un passage tous les sept jours pour chaque éolienne, du 15 mai au 31 octobre inclus. Ce suivi intègre des tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres.

— un suivi d'activité des chiroptères associé au suivi de mortalité pré-cité, du 15 mai au 31 octobre inclus, réalisé par des enregistrements automatiques au niveau des pales, en continu (1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1/2 h après le lever du soleil), corrélés avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations).

En fonction des résultats de ces suivis, le plan de bridage pré-cité sera renforcé ou optimisé, en tant que de besoin. Les suivis pré-cités sont reconduits sur l'année qui suit toute modification du plan de bridage, en vue de vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage, puis tous les 10 ans en absence d'impact significatif constaté.

Les résultats annuels des suivis sont communiqués à l'inspection des installations classées (conformément au II de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé) et accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment pour toute modification des mesures de régulation du fonctionnement des éoliennes en faveur de la faune volante.

Article 4 – Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 3 du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou révèlent un écart par rapport au respect des dispositions réglementaires définies à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

En cas de mortalité notable de la faune volante constatée en cours de suivi, le pétitionnaire propose à l'inspection des installations classées :

- une programmation de bridage ou des mesures d'accompagnement pour l'avifaune ;
- un renforcement du bridage en place pour les chiroptères.

Le bridage ou renforcement de bridage en place doit être effectif dans le plus bref délai suivant le constat de mortalité notable et au plus tard, une semaine après que ce même constat ait été communiqué à l'exploitant par le bureau d'étude en charge du suivi.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Nantes :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telecours.fr>

Article 6 : Publicité et diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Garnache pour pouvoir y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de La Garnache pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

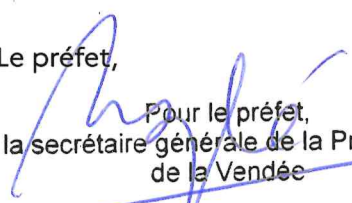
Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Vendée et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 2 JUIN 2025**

Le préfet,


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

Arrêté n°2025-DCPATE-216

prescrivant à la société ENGIE GREEN ESPINASSIERE 1 des dispositions complémentaires pour l'exploitation du parc éolien dit « de L'Espinassière 1 (6 éoliennes – E1 à E6) » implanté sur la commune de La Garnache